

COMMUNIQUE DE PRESSE



Le 31 janvier 2024

Trois minutes pour détruire une des premières préoccupations des Français : le logement social !

La Fédération CNL du Val-de-Marne n'attendait rien du discours de politique générale de Gabriel Attal. Malheureusement, les annonces faites sont encore plus inquiétantes pour l'avenir du logement social. **En proposant un nouveau choc de l'offre, le Premier ministre annonce surtout un crash social du logement en moins de trois minutes !**

La prise en compte du logement intermédiaire dans le décompte de la loi SRU confirme la fin de la solidarité et de la mixité sociale. En Val-de-Marne, alors que 100 000 familles attendent un logement social, plusieurs villes **hors-la-loi** préfèrent payer des amendes ! Rappelons que 73 % de la population peut prétendre à un logement social, pas un logement intermédiaire.

Construire 30 000 logements en 3 ans sur 20 territoires est ridicule au regard de la demande (cela fait 500 logements par territoire !) alors qu'il faudrait près de 1 000 logements/an sur le département.

Rien sur un retour à l'aide à la pierre, sur l'abrogation de la Réduction de Loyer de Solidarité, sur le pouvoir d'achat des habitants ; rien sur la revalorisation des aides au logement, sur la loi scandaleuse de Kasbarian qui criminalise les locataires, sur les 300 000 familles à la rue, sur le décret réduisant la taille des pièces d'habitation...

Gabriel Attal confirme la volonté conservatrice et élitiste du Gouvernement de chasser les classes populaires et de permettre aux vautours de la spéculation de nourrir la rente. Tout le discours repose sur la défense exclusive des « classes moyennes » et de la propriété privée.

Ce crash social du logement aura pour conséquences de précariser davantage des milliers de personnes qui n'en peuvent plus de payer trop cher leur quittance et leurs factures !

La Confédération Nationale du Logement du Val-de-Marne appelle à une mobilisation citoyenne pour qu'une autre politique sociale du logement soit engagée auprès des habitants.

Exigeons :

- Le gel des loyers et la revalorisation des aides au logement
- L'arrêt de la Réduction de Loyer de Solidarité pour les bailleurs
- La réquisition et le réaménagement des 40 000 logements vacants
- La construction de 10 000 logements sociaux
- Le respect de la loi SRU dans les villes carencées

Fédération C.N.L. du Val-de-Marne

Contact presse

CNL 94 01 43 91 11 11 / cni.94@wanadoo.fr – #cnlvaldemarne